

Tunisie :

Solidarité avec le peuple tunisien, en lutte pour la dignité, la justice sociale et le développement régional

Cinq ans après la révolution, Kasserine puis plusieurs autres villes de Tunisie se soulèvent de nouveau pour leurs droits économiques et sociaux bafoués.

La mort du jeune diplômé chômeur Ridha Yahiaoui, électrocuté alors qu'il réclamait son droit à l'emploi, souligne, de manière dramatique, que les acquis restent en deçà des attentes légitimes des populations marginalisées qui réclament travail, dignité et liberté.

Les mesures d'urgence, décidées à la hâte par l'actuel gouvernement tunisien, masquent mal son échec et celui des gouvernements successifs à s'attaquer prioritairement aux urgences économiques et sociales et à répondre aux exigences du développement des droits économiques et sociaux des plus défavorisés.

Le spectacle donné par les partis politiques au pouvoir, embourbés dans des querelles partisans, ne fait que renforcer l'ampleur des mouvements déclenchés à Kasserine et qui s'étendent à de nombreuses villes et régions du pays, mouvements souvent criminalisés par les gouvernements successifs.

Partant de ce constat, les associations, partis politiques et militants de l'immigration tunisienne en France :

- présentent leurs condoléances à la famille du jeune Ridha Yahiaoui et leur compassion aux blessés
- exigent l'ouverture d'une enquête sérieuse sur la manipulation de la liste des dossiers prioritaires pour une embauche dans la fonction publique et des sanctions contre les tricheurs et corrompus,
- se déclarent totalement solidaires avec toutes celles et ceux qui, par des moyens pacifiques, militent pour leurs droits légitimes au travail, à la dignité et à la liberté,

- expriment leur solidarité avec les populations des régions déshéritées, hauts lieux de la révolution tunisienne, qui luttent contre le laxisme du pouvoir dans la mise en place des projets de développement et l'absence de vision stratégique pour l'emploi et la lutte contre la corruption.
- mettent le gouvernement en garde contre les graves conséquences et les risques de dérapage et de récupération par-des groupes terroristes ou malfrats.
- déclarent la création du « comité de suivi des luttes sociales en Tunisie »

Paris, le 21/01/2016

Le comité de suivi des luttes sociales en Tunisie appelle à :

Rassemblement samedi 23 janvier 2016 à 15H00
Place de la République
Méto République, Lignes 3, 5, 8 et 11

Premiers signataires :

Associations et partis politiques :

ADTF- AIDDA- ATF- ATMF-CFT-Collectif3C- CRLDHT- FTCT- Forum Permanent de Solidarité active- MCTF- Tunisie Plurielle-UTIT-Vérité et Justice pour Farhat Hached
Front Populaire-FRANCE, Al Massar – FRANCE, Al Joumhour- France

Les personnalités :

- Khaled Abichou
- Mourad Allal
- Mohsen Dridi

Contact : mstunisie2016@gmail.com